

# Synthèse, réunion du Groupe de référence, 24 août 2022

## Participants:

Gam Shimray and Shree Kumar Maharjan (AIPP), Rukka Sombolinggi (AMAN), Giovanni Reyes (ICCA Consortium Philippines), Chandra Tripura (BIPF), Agnes Leina (Illaramatak Community Concerns), Maimouna Umarou (SURA-MAMA), Kenneth Turyamubona (Batwa Community Development Organization), Joseph Itongwa (REPALEAC), Benito Calixto Guzmán (CAOI), Dolores de Jesús Cabnal Coc (Indigenous Women Network on Biodiversity), Jesús Amadeo Martínez (Foro Indígena de Abya Yala), Casey Box (The Christensen Fund), Kevin Curry (Ford Foundation), Maria DiGiano (Gordon and Betty Moore Foundation), Leif John Fosse (NICFI, Norway).

## Ordre du jour

- Présentation des messages clés issus des consultations mondiales, régionales et sous-régionales :
  - o Aperçu des activités juillet-août
  - o Atelier Régional Afrique
  - o Atelier régional Asie
  - o Atelier régional Amérique latine
  - o Aperçu des données d'enquête
- Plénière : discussion des conclusions préliminaires et des recommandations
- Prochaines étapes et voies à suivre

## Messages clés des consultations mondiales, régionales et sous-régionales

**Joseph Itongwa, REPALEAC**, a souligné le rôle important des peuples autochtones dans la région africaine, protégeant les deuxièmes plus grandes forêts du monde. Les peuples autochtones d'Afrique ont peu accès au financement et accueillent favorablement l'Engagement, qui peut aider les peuples autochtones à défendre leurs droits. Dans ce contexte, il est important de soutenir la réforme des politiques pour la reconnaissance de leurs droits, des métiers traditionnels et des institutions représentatives. Il est également nécessaire de générer des données sur les peuples autochtones en Afrique. De même, les travaux sur les peuples autochtones dans le cadre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres mécanismes des droits de l'homme ont besoin d'être soutenus. Les peuples autochtones d'Afrique demandent plus d'informations sur les contributions et les allocations dans le cadre de l'Engagement et demandent la mise en place de mécanismes de financement direct pour éviter les intermédiaires.

L'atelier régional en Afrique a été accueilli par le REPALEAC et a réuni 30 participants dont 10 femmes. Le rapport de l'atelier sera bientôt disponible sur le site Web de Charapa :

[www.charapa.dk](http://www.charapa.dk)

**Jesús Amadeo Martínez, Foro Indígena de Abya Yala**, a souligné que les peuples autochtones d'Amérique latine veulent être considérés comme des partenaires et non

comme de simples « bénéficiaires » de la coopération internationale, étant donné que les peuples autochtones sont les propriétaires de territoires riches en forêts et en biodiversité. Les peuples autochtones appellent à une approche holistique du soutien, compte tenu des liens entre les écosystèmes et les problèmes. Comme en Afrique, ils appellent à des mécanismes de financement direct pour éviter les intermédiaires qui pourraient pousser leurs propres agendas. Le financement direct, géré directement par les organisations autochtones, soutiendra l'autonomie et l'auto-gouvernance des peuples autochtones. Le Fonds Pawanka et le Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y El Caribe (FILAC) ont été mentionnés comme exemples de bonnes pratiques sur lesquelles s'appuyer.

Le rapport de synthèse de l'atelier régional en Amérique latine, organisé par le Foro Indígena de Abya Yala, est disponible ici :

[https://charapa.dk/wp-content/uploads/Regional-workshop-Latin-America\\_Final-report-wit-h-annexes .pdf](https://charapa.dk/wp-content/uploads/Regional-workshop-Latin-America_Final-report-wit-h-annexes.pdf)

**Rukka Sombolinggi, AMAN**, a présenté les faits saillants de l'atelier régional Asie. L'Asie est une région très diversifiée, habitée par les deux tiers de la population indigène mondiale, mais seule une fraction des financements climatiques mondiaux leur parvient. Les principes de soutien comprennent : les approches fondées sur les droits (y compris la consultation, la participation et le FPIC), l'autonomisation, le soutien à la reconnaissance des droits dans les lois et les politiques et à la gestion durable des forêts des peuples autochtones. Sur le plan opérationnel, les peuples autochtones demandent :

- Soutien par le biais des institutions représentatives des peuples autochtones sur la base de l'auto-sélection et de la participation pleine et effective aux processus de prise de décision
- Processus et mécanismes durables avec les ressources nécessaires
- Développement de compétences appropriées correspondant aux exigences et aux conformités du donateur
- Établissement d'un mécanisme de financement régional approprié pour l'Asie qui est géré, gouverné, exploité et contrôlé par les PA : le Fonds de solidarité des peuples autochtones d'Asie (Fonds IPAS) qui gèrera diverses sources de financement pour les peuples autochtones dans tous les écosystèmes d'Asie.

Dans l'ensemble, les peuples autochtones de la région Asie recommandent de :

- Établir un mécanisme de dialogue continu entre les donateurs et les peuples autochtones
- Établir des mécanismes de suivi pour suivre les engagements pris dans le cadre de l'Engagement
- Soutenir la plate-forme mondiale d'échange entre les peuples autochtones, les ressources et la sensibilisation
- Divulguer des informations sur les contributions et les allocations dans le cadre de l'engagement
- Organiser des séances de renforcement des capacités mutuelles pour les donateurs et les dirigeants autochtones et prioriser le financement

Le rapport de synthèse de l'atelier régional en Asie, organisé par l'Organisation des peuples autochtones du Cambodge, peut être consulté ici :

<https://charapa.dk/wp-content/uploads/Report-Asia-Regional-Workshop.pdf>

**Birgitte Feiring, Charapa Consult**, a présenté un aperçu des données recueillies par le biais du questionnaire en ligne. Jusqu'à présent, il y a 102 répondants. Les données fournissent un aperçu de la situation actuelle du financement. Une analyse plus approfondie des données sera présentée dans les résultats finaux, qui seront élaborés par Charapa Consult.

### **Discussion des projets de conclusions et de recommandations**

**Maimouna Umarou, SURA-MAMA**, a noté le degré élevé de points communs dans les messages des différentes régions, et a souligné la nécessité d'un partage d'informations et d'un suivi des engagements pris dans le cadre de l'Engagement, y compris la création de comités de suivi et le renforcement des capacités au différents niveaux.

**Shree Kumar Maharjan, AIPP**, a mentionné la nécessité de parvenir à un accord avec les donateurs sur la manière dont ils peuvent contribuer à soutenir les droits des peuples autochtones au-delà de leurs contributions financières. Environ 70 % des peuples autochtones du monde vivent dans la région de l'Asie, mais ils sont aussi parmi les plus invisibles, marginalisés et criminalisés. Il faut des mécanismes qui garantissent vraiment que le financement atteigne la base.

**Benito Calixto Guzmán, CAOI**, a également remarqué la convergence des messages à travers les régions et a souligné la vision holistique des peuples autochtones, visant à n'exclure aucun peuple autochtone, qu'il soit d'Amazonie, des Andes ou de la région côtière. Les plates-formes régionales et mondiales créées grâce à la création du Groupe de référence doivent être maintenues, afin de poursuivre la discussion sur les modalités de financement. Par conséquent, nous devons définir les prochaines étapes et discuter de la manière dont nous mettons en œuvre les recommandations que nous avons formulées.

**Dolores de Jesús Cabnal Coc, du Réseau des femmes autochtones sur la biodiversité**, a soulevé la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles pour assurer le suivi des recommandations. Les peuples autochtones ont des capacités techniques et administratives, mais les donateurs établissent des exigences qui ne correspondent pas à nos cultures. Les femmes autochtones sont à l'avant-garde de la protection des terres et des territoires et ont besoin de soutien pour renforcer leur rôle. Nous avons besoin de l'espace créé par le Groupe de référence pour poursuivre cette discussion.

**Leif John Fosse NICFI, Norvège**, a remercié les membres du Groupe de référence pour leur travail acharné et la compilation très utile et systématique des recommandations, dont les donateurs peuvent s'inspirer. Les donateurs sont également différents, avec des systèmes différents qui ne sont pas facilement rationalisés. Le groupe de donateurs a son propre processus, discutant de la meilleure façon de dépenser les fonds et de rendre compte des engagements. Les peuples autochtones sont préoccupés par le ciblage des pays éligibles à l'aide publique au développement (APD), les exigences en matière de cadres logiques, d'audits, etc. Cela reflète un choc des mentalités entre une vision du monde compartimentée des donateurs et une compréhension holistique du monde par les peuples autochtones. Les donateurs opèrent également avec des exigences, par ex. pour rendre compte aux parlements et au grand public. Les donateurs bilatéraux travaillent avec des philanthropies et commencent à changer, ce qui façonne leurs programmes. La Norvège, par exemple, a soutenu la création du Fonds Podaali par COIAB au Brésil.

**Kenneth Turyamubona (Batwa Community Development Organization)** a conseillé aux donateurs de ne pas travailler avec des organisations qui ne sont pas dirigées par des peuples autochtones, car les fonds n'atteignent souvent pas les communautés de peuples autochtones. Il est également très important d'entendre les bailleurs de fonds s'ils s'engagent à continuer à travailler avec le groupe de référence.

**Gam Shimray, AIPP**, a reconnu l'importance des points soulevés par Leif et a souligné la nécessité d'équilibrer la considération de la responsabilité avec la considération de la flexibilité et l'ajustement du soutien aux besoins des communautés autochtones. Il est important qu'une consultation distincte soit entreprise au Bangladesh, en tant que pays connaissant de graves conflits et des restrictions pour le financement des organisations de peuples autochtones. De même, il existe d'autres pays d'Asie, dont le Myanmar, où des consultations spécifiques sont nécessaires sur la manière d'apporter un soutien.

**Giovani Reyes, ICCA Consortium Philippines**, a apprécié les commentaires de Leif et a déclaré que le choc des cultures entre les peuples autochtones et les donateurs (qui ré-échantillonne le choc entre les connaissances scientifiques et traditionnelles) peut être résolu par une approche fondée sur les droits. Dans de nombreux pays, la reconnaissance légale des organisations de peuples autochtones est une exigence – et un obstacle – pour accéder aux fonds. Dans ce contexte, il est nécessaire de reconnaître les systèmes et institutions traditionnels de gouvernance des peuples autochtones.

**Casey Box, The Christensen Fund**, a remercié le Groupe de référence pour son travail constructif et a accueilli favorablement toutes les idées sur la manière de poursuivre le dialogue initié par le Groupe de référence, y compris dans le contexte des événements mondiaux à venir. Une rencontre entre les bailleurs de fonds et l'Alliance globale des collectivités territoriales (GATC) est prévue lors de la semaine du climat à New York.

**Albert Barume, Charapa Consult**, a conclu que la discussion sur le financement des peuples autochtones reflète un changement de paradigme. Depuis l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), il n'y a pas eu de discussion sur la manière d'aligner le financement sur l'UNDRIP. Désormais, les peuples autochtones et les donateurs sont prêts pour ce changement de paradigme. C'est ce qui rend cet exercice unique et une grande opportunité.

### **Prochaines étapes et voies à suivre.**

**Birgitte Feiring, Charapa Consult**, a partagé le calendrier provisoire pour la conclusion du processus d'évaluation :

**Août** : Finalisation des rapports de l'atelier régional Afrique et de l'atelier Amazon avec la COICA

**Août- Septembre** : Equipe Charapa

- Analyse des données du questionnaire
- Analyse des conclusions/recommandations des ateliers régionaux
- Analyse des conclusions/recommandations d'autres réunions/entretiens

- Rédaction

**12 septembre** : Large diffusion des projets de résultats pour commentaires :

- Aperçu des mécanismes et modalités de mise en œuvre existants
- Examen des expériences et des leçons apprises
- Principes et normes, basés sur l'UNDRIP
- Évaluation de la façon dont ces principes et normes peuvent être opérationnalisés dans les mécanismes et modalités (existants et émergents) pour assurer un soutien direct aux droits fonciers et à la tutelle des forêts des peuples autochtones.

**28 septembre** : données suggérées pour la prochaine réunion du Groupe de référence

Ordre du jour : 1) discussion et approbation des projets de résultats, 2)

**Fin septembre** : Finalisation de tous les résultats et diffusion à toutes les parties prenantes

Il a été décidé que Birgitte contactera les co-organisateur et les membres du Groupe de référence pour consolider une proposition concrète de poursuite du dialogue entre les peuples autochtones et le donateur, qui pourra être discutée lors de la prochaine réunion du Groupe de référence.